

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 17 FÉVRIER 2023 À 00 H 01 HNE

« Atlas de l'impunité » documente la montée du pouvoir sans contrepoids dans un nouvel indice mondial complet

- L'Afghanistan, la Syrie et le Yémen sont en tête de l'indice inaugural de l'impunité ; la Finlande, le Danemark et la Suède se classent au dernier rang
- Lesdits « grands pouvoirs » n'obtiennent pas un score aussi élevé que leurs pairs économiques ou géographiques ; certains pays démocratiques sont à la traîne des pays non démocratiques
- La violence à l'égard des femmes et les atteintes à l'environnement transcendent les frontières géographiques et culturelles

NEW YORK, 17 février 2023 – Eurasia Group et le Chicago Council on Global Affairs publient aujourd'hui le premier *Atlas mondial de l'impunité* à la Conférence de Munich sur la sécurité, un indice complet qui suit l'abus de pouvoir dans cinq dimensions sociétales clés : gouvernance irresponsable, abus des droits de l'homme, conflits, exploitation économique et dégradation de l'environnement.

L'Atlas inaugural définit l'impunité comme l'exercice du pouvoir sans freins et contrepoids. L'Atlas s'appuie sur 67 indicateurs statistiques tirés de 29 sources validées. Les données qui sous-tendent l'Atlas sont élaborées à partir d'ensembles universels, indépendants et crédibles avec des statistiques mises à jour chaque année. L'Atlas est conçu pour susciter un débat vigoureux sur la montée d'un pouvoir inexplicable dans le monde entier.

L'Afghanistan, la Syrie et le Yémen sont en tête de la liste de cette année avec le score d'impunité le plus élevé, la Finlande, le Danemark et la Suède se classant avec les scores d'impunité les plus bas.

Plutôt que de mettre en opposition les démocraties et les autocraties, l'Atlas de l'impunité utilise le cadre analytique de l'impunité par rapport à la responsabilité, qui est suffisamment nuancé et complet pour saisir la nature multidimensionnelle et interconnectée des défis mondiaux. Cette perspective met également en évidence la manière dont l'impunité sape les sociétés démocratiques et la responsabilité se manifeste dans les systèmes non démocratiques. Les variations dans l'impunité se résument finalement à la politique, au leadership et aux choix politiques.

Les principaux points à retenir de l'Atlas inaugural comprennent ceux-ci :

- **Les États-Unis sont plus proches de la médiane que les pays les plus performants, bien qu'ils se classent beaucoup mieux que la Russie ou la Chine.** Le résultat surprenant des États-Unis reflète une performance plus faible sur les indicateurs du conflit, de la violence et des droits de l'homme. De façon plus générale, aucun des « grands pouvoirs » obtient un score élevé.
- **Les héritages du colonialisme et de la traite des esclaves sont corrélés avec des scores d'impunité plus élevés.** Presque tous les 20 pays ayant les plus hauts niveaux d'impunité selon l'Atlas sont d'anciennes colonies ou touchés par le colonialisme. De même, environ un tiers des 30 pays les moins bien classés ont été touchés par la traite des esclaves. Mais certains pays qui ont souffert de l'héritage historique de l'esclavage et de la colonisation, comme le Ghana et le Sénégal, obtiennent de bons résultats dans l'Atlas. Cela indique que les scores d'impunité sont influencés par les circonstances mais dictés par les choix politiques. En effet, en ce qui concerne la dimension des violations des droits de l'homme, le Sénégal se classe mieux que les États-Unis.
- **La dégradation de l'environnement est là où l'impunité continue de prospérer, même parmi les sociétés autrement responsables.** Le Canada, qui est l'un des pays les plus performants de l'Atlas et obtient traditionnellement de bons résultats sur des indices similaires, n'est que modérément

meilleur que la moyenne en termes de dégradation de l'environnement. L'Inde, la Chine, la Russie et les États-Unis, qui comptent tous parmi les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre au monde, occupent respectivement les 20e, 70e, 78e et 101e places. La Norvège, la Nouvelle-Zélande, Singapour et Israël sont tous des pays dont le classement environnemental est nettement inférieur à leur classement général.

- **La violence à l'égard des femmes et la discrimination fondée sur le sexe, codifiées par la loi ou par des normes sociétales, constituent un problème mondial.** Ce type d'impunité affecte négativement les scores des théocraties telles que l'Afghanistan en matière de droits de l'homme, de conflits et de violence. Mais cela affecte également certaines démocraties libérales, des États en conflit comme la Syrie et des pays pacifiques comme la Corée du Sud.
- **Les droits de l'homme sont bafoués et le pouvoir sans contrepoids est présente même des démocraties.** L'Inde, Israël, la Malaisie et les États-Unis sont tous des pays démocratiques qui obtiennent de bons résultats sur la dimension de la gouvernance irresponsable, mais qui sont bien pires sur les abus des droits de l'homme. Singapour se classe mieux en matière de gouvernance irresponsable que plusieurs pays démocratiques, dont l'Italie. Des démocraties plus faibles comme le Mexique, le Kenya et l'Ukraine ont obtenu des résultats comparables à ceux de pays non démocratiques comme la Jordanie et les Émirats arabes unis.

David Miliband, ancien ministre britannique des Affaires étrangères et coprésident du conseil consultatif de l'Atlas de l'impunité, a déclaré : « L'impunité est de plus en plus l'instinct de choix dans l'ordre mondial. Elle représente une vision du monde dangereuse selon laquelle les lois et les normes sont pour les idiots. L'Atlas de l'impunité fournit pour la première fois des données indépendantes, crédibles et vérifiables sur cinq dimensions de l'abus de pouvoir. La démocratie contre l'autocratie et d'autres paradigmes populaires ne suffisent pas à expliquer l'abus de pouvoir généralisé, même au sein de démocraties puissantes, ni ses répercussions internationales. Le prisme de l'impunité et de la responsabilité rend compte de la nature multidimensionnelle des défis mondiaux et du non-respect de la responsabilité publique. L'impunité prospère dans l'obscurité ; cet Atlas est un outil pour mettre en lumière l'abus de pouvoir et susciter un débat sur ce qu'il faut faire à ce sujet. »

Ian Bremmer, président et fondateur de l'Eurasia Group, a déclaré : « Un monde où la raison des plus forts reste encore la meilleure – où les puissants sont au-dessus des lois – est un monde où l'impunité prospère. Cette question touche tous les systèmes politiques et niveaux de développement, les pays riches et en développement en difficulté, les démocraties libérales et les théocraties répressives. Elle est pernicieuse, sapant le contrat social et menaçant le tissu de nos sociétés civiles. Il ne s'agit pas seulement d'élections, de crimes et de violence, mais aussi de droits de l'homme, d'équité économique et de pratiques environnementales. L'Atlas de l'impunité nous fournit un outil pour mesurer, analyser et comparer l'impunité à l'échelle mondiale pour la première fois, permettant aux citoyens et aux activistes de dénoncer les abus du pouvoir et de tenir les leaders pour responsables. »

Ivo Daalder, président du Chicago Council on Global Affairs, a déclaré : « Nous entendons beaucoup parler de la bataille entre démocraties et autocraties ces jours-ci. Et la différence entre ces systèmes est réelle et importante. Mais la politique internationale ne se divise pas clairement de cette façon. Elle le fait quand il s'agit des degrés d'impunité et de responsabilité entre les pays. Et cet Atlas fournit une nouvelle façon de comprendre comment les nations se comportent dans le monde à travers un ensemble de dimensions importantes, y compris la gouvernance, l'environnement, l'économie, les droits de l'homme et les conflits. »

Mark Malloch-Brown, président de l'Open Society Foundations, a déclaré : « L'impunité et la responsabilité ne sont pas des problèmes de tour d'ivoire ; elles sont des préoccupations très réelles et très présentes pour les personnes du monde entier. Un pouvoir incontrôlé ne résoudra pas la confluence des crises auxquelles le monde est confronté aujourd'hui. Ce travail recueille pour la première fois des données essentielles sur la

nature interconnectée de l'impunité, ainsi que sur les indicateurs intérieurs qui sont essentiels pour comprendre le pouvoir que les gouvernements exercent au-delà de leurs frontières. Ce rapport sert de vérification de la réalité pour les gouvernements qui ne parviennent pas à servir leur peuple, et met en évidence les mécanismes de responsabilisation dont les démocraties ont besoin. J'espère que cela alimentera davantage les conversations et les décisions qui sont plus que jamais nécessaires aujourd'hui dans la lutte contre l'autoritarisme. »

Pour accompagner la sortie de l'Atlas inaugural, les médias sont invités à participer au lancement ici : <http://www.securityconference.org/live>

Retrouvez le rapport complet sur <http://www.atlasofimpunity.com>

POUR LES DEMANDES SUR L'INDICE, LA MÉTHODOLOGIE ET L'ANALYSE : Eurasia Group
media@eurasiagroup.net

Pour les demandes d'entrevue pour David Miliband : Chiara Trincia (chiara.trincia@rescue.org)

Pour les demandes d'entrevue pour Ian Bremmer : Katharine Starr (starr@eurasiagroup.net)

Pour les demandes d'entrevue pour Ivo Daalder : Taylor Barton (tbarton@globalaffairs.org).

Pour les demandes d'entrevue pour Mark Malloch-Brown : Juliette Delay
juliette.delay@opensocietyfoundations.org

Note de l'éditeur

L'Atlas note 197 pays et territoires sur une échelle de 0 à 5 dans les cinq domaines de l'impunité. Des scores globaux plus élevés indiquent une plus grande impunité, l'Atlas classant les moins performants en haut du tableau. 34 des pays ou territoires ne disposent pas de données suffisantes pour obtenir un score complet. L'Atlas est présidé par un conseil consultatif mondial externe et indépendant composé d'experts et de militants des droits de l'homme, d'anciens diplomates et d'anciens responsables gouvernementaux ayant diverses perspectives régionales et politiques. L'Atlas a été rendu possible grâce à une subvention de l'Open Society Foundations.

À propos d'Eurasia Group

Eurasia Group est le leader mondial du risque politique. Son expertise comprend des pays développés et en développement dans toutes les régions du monde, des secteurs économiques spécifiques et les domaines du commerce et de l'investissement de demain. Avec des offres de conseil et de consultation de premier ordre et GZERO Media, Eurasia Group offre au marché une solution complète en matière de risques politiques. « La politique d'abord » fonde le travail de l'entreprise : c'est le prisme à travers lequel Eurasia Group voit le monde, et celle-ci s'engage à une analyse exempte de préjugés politiques et de l'influence des intérêts privés.

À propos du Chicago Council on Global Affairs

Fondé en 1922, le Chicago Council on Global Affairs est une organisation non partisane à but non lucratif dédiée à l'accroissement des connaissances et de l'engagement dans les affaires mondiales. Notre analyse approfondie et nos recherches dirigées par des experts influencent les conversations politiques et éclairent les idées que nous partageons avec notre communauté en pleine croissance. Grâce à un contenu accessible et à un dialogue ouvert avec des perspectives diversifiées et fondées sur des faits, nous fournissons à davantage de personnes les moyens de contribuer à façonner notre avenir mondial. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.globalaffairs.org.

À propos de l'Open Society Foundations

L'Open Society Foundations, fondée par George Soros, est le plus grand bailleur de fonds privé au monde de groupes indépendants œuvrant pour la justice, la gouvernance démocratique et les droits de l'homme. Pour en savoir plus, visitez notre site internet à l'adresse opensocietyfoundations.org